

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Rouen, le 27 NOV. 2008

SERVICE DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Mme catherine VERNIQUET

☎ : 02.32.76.53.95

✉ : 02.32.76.54.60

✉ : catherine.verniquet@seine-maritime.pref.gouv.fr

LE PREFET
De la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

SNC RENAULT SANDOUVILLE USINE DE SANDOUVILLE

Objet : Bilan de fonctionnement du site. Étude des sols. Mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral « cadre » du 23 novembre 2005

VU :

Le code de l'environnement et notamment son livre V

L'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié , relatif au bilan de fonctionnement

Les différents arrêtés préfectoraux et notamment celui du 23 novembre 2005 , les récépissés autorisant et réglementant les activités de fabrication des véhicules légers , haut de gamme , exercées par la Société RENAULT à SANDOUVILLE

Le rapport de l'inspection des installations classées du 17 janvier 2008

La lettre de convocation adressée à l'exploitant le 1ier février 2008

La délibération du Conseil Départemental de l' Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) en date du 12 février 2008

Le projet d'arrêté adressé à l'exploitant par courrier en date du 31 mars 2008

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

7 place de la Madeleine - 76036 ROUEN Cedex - 02 32 76 50 00 -

Site Internet : <http://www.seine-maritime.pref.gouv.fr>

CONSIDERANT :

Que la Société Renault exploite régulièrement une activité de fabrication de véhicules légers , haut de gamme à SANDOUVILLE.

Que conformément à l'arrêté ministériel susvisé du 29 juin 2004 modifié , la Société Renault a remis à l'administration un bilan de fonctionnement pour son site

Que d'après les résultats de cette étude, il convient de modifier les prescriptions ci-après relatives:

- au suivi des pollutions de sols (rue n°5) et des eaux souterraines
- à la gestion des déchets
- à la mise à jour des paramètres de surveillance des rejets atmosphériques de l'unité cataphorèse

Qu'il y a lieu , en conséquence, de faire application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues par l'article R 512-31 du Code de l' Environnement susvisé.

ARRETE

Article 1 :

La SNC RENAULT SANDOUVILLE dont le siège social est situé Zone Industrielle Portuaire du Havre BP 134 LE HAVRE CEDEX est tenue de respecter dès notification du présent arrêté les prescriptions complémentaires ci-annexées relatives à la mise à jour de l'arrêté du 23 novembre 2005 .

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

Article 2 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible sur les lieux d'exploitation.

Article 3 :

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 4 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, l'exploitant pourra faire l'objet des sanctions administratives prévues à l'article L-514.1 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales encourues.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'activité n'a pas été mise en service dans les trois ans ou si elle n'a pas été exploitée pendant deux années consécutives.

Article 5 :

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant, devra en faire la déclaration aux services préfectoraux dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R 512-74 du Code de l' Environnement précité et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L-511.1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R 512-75 et R 512-76 du dit code.

Article 6 :

Conformément à l'article L-514.6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Rouen. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la notification de la présente décision, et de quatre ans pour les tiers à compter de sa publication.

Article 7:

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 :

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Seine-Maritime, le Sous Préfet du Havre, le Maire de SANDOUVILLE, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le Directeur départemental du travail , de l'emploi et de la formation professionnelle , les inspecteurs du travail, le Directeur des services départementaux d'incendie et de secours, ainsi que tout agent habilité des services précités et toute autorité de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera d'une part transmis à l'exploitant, et d'autre part, affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

LE PREFET
Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,

Claude MOREL

SNC RENAULT SANDOUVILLE

du pour être annexé à mon arrêté

en date du : 27. NOV. 2008 ...

ROUEN, le :

LE PREFET,

Prescriptions complémentaires annexées à l'arrêté préfectoral du

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,

Claude MOREL

Article 1 :

L'article A.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 est modifié comme suit :

« Les dispositions des textes ci-dessous sont notamment applicables de façon générale à toutes les installations et à l'ensemble de l'établissement (elles ne font pas obstacles à l'application des dispositions particulières prévues aux titres suivants) :

Dates	Textes
30/10/06	Arrêté fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et le formulaire du bordereau de suivi des déchets radioactifs mentionné à l'article 4
30/06/06	Arrêté relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées
20/12/05	Arrêté relatif à la déclaration annuelle à l'administration, pris en application des articles 3 et 5 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005
29/07/05	Arrêté fixant le formulaire de bordereau de suivi de déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005
28/07/05	Arrêté du 28 juillet 2005 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
07/07/05	Arrêté fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
30/06/05	Arrêté du 30 juin 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
30/05/05	Décret n° 2005-635 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets
13/12/04	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air
29/06/04	Arrêté relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié
30/07/03	Arrêté relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth
24/12/02	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
12/01/00	Arrêté ministériel du 12 janvier 2000 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques
16/09/98	Décret n° 98-833 du 16/09/98 relatif aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique
11/09/98	Décret n° 98-817 du 11/09/98 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
20/04/94	Arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances
28/01/93	Arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées
10/07/90	Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines
04/09/87	Arrêté du 9 septembre 1987 relatif à l'utilisation des PCB et PCT
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

Article 2 :

Les dispositions de l'article A.3.7 - Eaux pluviales - Eaux de réfrigération - Eaux industrielles sont complétées par :

« En cas de fortes précipitations, le canal venturi du rejet R1 peut être bypassé, sous réserve qu'il n'y ait pas, à cet endroit et pendant toute la durée du bypass, d'autres rejets que les effluents de la station et les eaux pluviales non polluées. ».

Article 3 :

Les dispositions de l'article A.3.12 - surveillance des eaux souterraines, sont modifiées comme suit :

« L'exploitant est soumis à l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 et doit à ce titre disposer au moins^{a)} de quatre puits, implantés à la périphérie du site.

L'exploitant doit réaliser la surveillance minimale suivante :

Piézomètres	Pz102	Pz106	Pz111	Pz503
niveau	2 fois/an			
BTEX				
Hydrocarbures totaux				
HAP	1 fois tous les trois ans			--

-- : non demandé

Les prélèvements doivent avoir lieu à la même période d'une année sur l'autre (hautes eaux, basses eaux).

Les résultats sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées, assortis de commentaires.

La fréquence d'analyse pourra être révisée en fonction des résultats obtenus.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines non identifiée lors des précédentes études, l'exploitant doit déterminer par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées et réactualise les données de ses études en s'appuyant sur les outils méthodologiques du MEDAD. »

Article 4 :

Le tableau de l'article A.4.3 - captation et traitement des effluents atmosphériques de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 est remplacé par le tableau suivant :

Nom	Dénomination	Unité associée	Débit nominal (Nm ³ /h)	Température minimale de la chambre d'incinération (°C)
Incinérateur étuve cuisson des vernis (chaînes 1 et 2)	OTR Eisenmann	Bâtiment C (laques)	54 000	775
Incinérateur mastics n°1	Haden droit	Bâtiment C mastics (Ch1, droite)	14 000	730
Incinérateur mastics n°2	Haden gauche	Bâtiment C mastics (Ch1, gauche)	14 000	730
Incinérateur mastics n°3	ABB gauche	Bâtiment C mastics (Ch2, gauche)	10 000	665
Incinérateur mastics n°4	ABB droit	Bâtiment C mastics (Ch2, centre)	10 000	675
Incinérateur mastics n°5	Eisenmann	Bâtiment C mastics (Ch2, droite)	10 000	750
Incinérateur cataphorèse n°1	Alstom 1	Bâtiment U étuve cataphorèse	45 000	720
Incinérateur cataphorèse n°2	Alstom 2	Bâtiment U étuve cataphorèse	45 000	720
Incinérateur cataphorèse n°3	Alstom 3	Bâtiment U étuve cataphorèse	11 000	720

L'incinérateur mastics n°1 et les incinérateurs cataphorèse 1 et 2 doivent être remplacés au plus tard au 31 décembre 2010, s'ils sont utilisés à cette date. Dans le cas contraire, ils devront être remplacés avant leur remise en service.

^{a)} Dont la justification se base sur une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols.

Article 5 :

L'échéance mentionnée à l'article A.4.10 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 pour la transmission à l'inspection des installations classées et à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, des rapports d'étape et du rapport final relatifs aux campagnes de mesures de zinc, est reportée à mars 2009. Ces rapports devront être accompagnés des sources potentielles et de la quantification des émissions de zinc du site pendant les campagnes de mesures.

Concernant la surveillance de la qualité de l'air environnant sur les COV mentionnée à l'article A.4.10 de l'arrêté préfectoral précité, les campagnes de mesure doivent être réalisées de façon périodique, en fonction de l'évolution de la production et au plus tous les trois ans.

Article 6 :

L'article A.5.7 - application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985, de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 est supprimé.

Article 7 :

L'article B.5.5.4 - Enlèvement des déchets - Registre de sortie, de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 est modifié comme suit :

« L'enlèvement des produits s'effectue sous la responsabilité de l'exploitant de la ZTD.

Chaque sortie de déchets fait l'objet d'un enregistrement sur un registre conforme aux dispositions en vigueur (notamment l'arrêté ministériel du 07 juillet 2005 et ses mises à jour).

Il peut être constitué des bordereaux de suivi des déchets, s'ils présentent les informations réglementaires demandées.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant s'assure que les transporteurs collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont notamment conformes aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses et à toute réglementation spécifique en la matière. Il refuse tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement et ceux ne se soumettant pas, le cas échéant, aux obligations de lavage. »

Article 8 :

L'article B.14.3 - mesures de surveillance de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 est modifié comme suit :

« L'exploitant met en œuvre le programme de surveillance suivant :

Milieu surveillé	Lieu de prélèvement	Produits analysés	Fréquence de mesure	
Eau	Piézomètre n°6 ⁽¹⁾	benzène, toluène, xylènes, éthylbenzène (BTEX)	1 mesure par an	
		Hydrocarbures totaux		
		Composés volatils halogénés		
		Naphtalène		

(1) Voir plan de localisation des piézomètres en annexe H

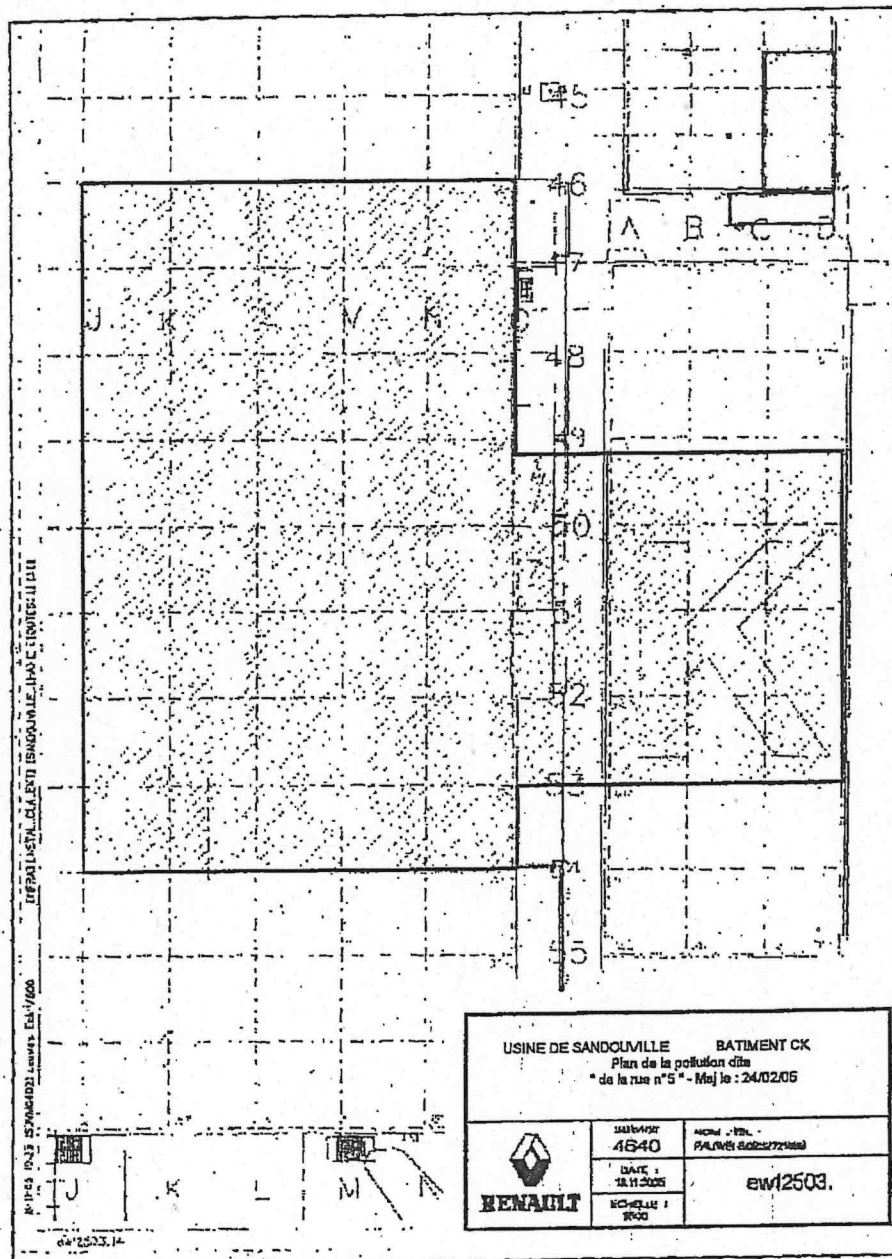
Les relevés d'analyse correspondant à cette surveillance sont communiqués à l'inspection des installations classées. Sont précisés les points de prélèvements, les méthodes d'échantillonnage et d'analyse mises en œuvre.

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements de sol et d'effluents liquides ou gazeux. Les frais de prélèvements et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

Concernant la pollution dite de la rue n°5, l'exploitant doit également réaliser un suivi en aval hydraulique de cette pollution pour identifier son étendue éventuelle. En cas d'augmentation de l'étendue de la pollution, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour la limiter. »

Article 9 :

Le plan de l'annexe D de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 est remplacé par le suivant :



Article 10 :

Le tableau en annexe A - liste des autorisations et déclarations, de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 est modifié comme suit :

« LISTE DES AUTORISATIONS ET DECLARATIONS

Le tableau suivant est élaboré en additionnant pour chaque rubrique les quantités et seuils sur l'ensemble des installations du site (cumul) :

Numéro de la rubrique	Capacité réelle aux critères de classement	Classement	Installation concernée
167 a	/	Autorisation	Station de transit de déchets industriels provenant des fournisseurs présents sur le site (installations classées)
286	1910 m²	Autorisation	Stockage de résidus métalliques
322 A	/	Autorisation	Station de transit des ordures ménagères et autres résidus urbains
1131	9,7 tonnes	Déclaration A	Stock de produit toxique liquide
1180-1	11600 litres au maximum	Déclaration	Utilisation de matériel électrique contenant des polychlorobiphényles, contenant plus de 30 litres de produits
1185-1 a)	34,1 m³	Autorisation	Stockage et conditionnement de fluides frigorigènes halogénés (remplissage des véhicules climatisés)
1220	4700 kg	Déclaration	Dépôt d'oxygène liquide
1414-3	6 m³/h	Déclaration	Installation de remplissage de réservoirs de GPL
1418	510 kg	Déclaration	Stockage d'acétylène
1430 / 1432	Capacité équivalente = 710 m³	Autorisation	Stockage en réservoirs de liquides inflammables
1433-A	110 tonnes	Autorisation	Installation de simple mélange à froid de liquides inflammables - atelier de dilution de peinture
1434-2	10 m³/h	Autorisation	Installation de distribution de liquides inflammables
1611	430 tonnes	Autorisation	Stockage d'acides
1715	Q = 68,08	Déclaration	Utilisation de sources radioactives scellées - Americium 241 - activité cumulée = 680,8 kBq
2560	10 000 kW	Autorisation	Travail mécanique des métaux - puissance des machines installées
2564	10600 litres	Autorisation	Nettoyage - dégraissage
2565-2	1050 m³	Autorisation	Traitement des métaux et matières plastiques
2910-A	105 MW	Autorisation	Installation de combustion
2920-2	7000 kW	Autorisation	Installation de compression et de réfrigération
2921-2	10920 kW	Déclaration	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air
2925	4450 kW	Déclaration	Ateliers de charge d'accumulateurs
2930-1	11140 m²	Autorisation	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur - surface des ateliers
2940-1	350 m³	Autorisation	Application « au trempé » de vernis, peinture ... sur tout type de support - bain de cataphorèse
2940-2	26000 kg/ maximum	Autorisation	Application par pulvérisation, cuisson, séchage de vernis, peintures (liquides de 1ère catégorie)

»

Article 11 :

11.1 Les concentrations et flux maximums en nickel, du paragraphe 1 - sortie station d'épuration du chapitre « valeurs limites » - annexe B de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 sont modifiés comme suit :

Paramètres	Concentration instantanée (mg/l)	Flux maximum (kg/j)
Nickel	0.5	0.5

11.2 Les dispositions du paragraphe 3 - Rejets R2, R3, R4, R5, R6 et R7 du chapitre « valeurs limites » de l'annexe B de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 sont modifiées comme suit :

« Les eaux résiduaires en sortie des rejets R2, R3, R4, R5, R6 et R7 doivent respecter les caractéristiques maximales suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température < 30 ° C

Paramètres	Concentration instantanée (mg/l)
DCO	120
DBO ₅	30
MES	30
Hydrocarbures Totaux	5

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour que les rejets en eaux pluviales ne créent pas de perturbation dans le milieu récepteur. »

Article 12 :

Les modalités de surveillance journalière et hebdomadaire des rejets aqueux mentionnées en annexe B de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 sont applicables en cas de fonctionnement de la station physico-chimique du site.

Article 13 :

Les dispositions suivantes sont ajoutées au chapitre 1 - Extracteurs de l'unité de traitement de surfaces, de l'annexe C de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 :

Paramètres	Concentration limite (mg/Nm ³)
Acidité totale exprimée en H	0.5
HF exprimé en F	2
Alcalins exprimés en OH	10
NOx	100 ppm
Ni	5
SO ₂	100
NH ₃	30

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Surveillance :

Les paramètres mentionnés ci-dessus, ainsi que l'HCl et le zinc doivent faire l'objet d'une analyse annuelle au niveau de chaque exutoire, sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations.

La fréquence d'analyse pourra être révisée en fonction des résultats obtenus.

L'exploitant doit également réaliser annuellement une estimation des émissions diffuses pour les mêmes paramètres.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

Article 14 :

Les dispositions suivantes modifient les dispositions de surveillance des incinérateurs mentionnées au chapitre 2 - incinérateurs, de l'annexe C de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 :

« Surveillance :

Paramètres	Fréquence	Méthodes d'analyses (1)
NO _x	Annuelle (2)	
CH ₄	Annuelle (2)	
CO	Annuelle (2)	FDX 20361 et 363

(1) retenir les méthodes normalisées à jour

(2) la fréquence est semestrielle pour les incinérateurs mastics 1, cataphorèse 1 et 2, en fonctionnement, avant leur remplacement. Lorsque ces incinérateurs sont à l'arrêt pour une durée excédant l'intervalle entre deux contrôles, l'analyse suivante peut n'avoir lieu qu'à la remise en service suivante, aux allures représentatives de fonctionnement stabilisé de l'installation. Aucune analyse n'est demandée lorsque la durée de fonctionnement de l'équipement est inférieure à la période de stabilisation. »

Article 15 :

Le tableau de l'annexe F - récapitulatif des échéances figurant dans le présent arrêté, de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005, est modifié comme suit :

Article	Objet	Date d'échéance
A.2.3	Bilan annuel des rejets	31 mars de l'année suivante
A.2.4	Bilan de fonctionnement	31 décembre 2016 puis tous les dix ans
A.2.5	Plan de gestion des solvants	Annuellement
A.3.11.1	Transmission étude de corrélation pour l'auto-surveillance des rejets aqueux	Trimestriellement
A.3.11.4	Surveillance des rejets Programme de surveillance des rejets - Remise des résultats des mesures	Mensuellement
A.3.12	Surveillance des eaux souterraines Relevés niveau piézométrique + prélèvements	Bi-annuellement
A.4.3	Capitation et traitement des effluents atmosphériques Remplacement des incinérateurs mastics n°1, cataphorèse n°2	31 décembre 2010 (si en fonctionnement à cette date – sinon, avant leur remise en route)
A.4.10	Résultats de la nouvelle campagne de mesures pour la qualité de l'air (zinc) Remise du rapport final pour la prochaine étude de la qualité de l'air (COV)	31 mars 2009 31 décembre 2007
B.5.5.4	Enlèvement des déchets – Registre de sortie Déclaration de la gestion des déchets	Déclaration annuelle
B.6.3	Eaux pluviales Programme de surveillance des eaux du Parc Industriel Fournisseurs	Bilan annuel
Annexe C	Surveillance des rejets - Bilan matière COV atelier peintures - Enregistrement en continu des contrôles de la température d'incinération des COV Evaluation de la quantité de solvants rejetée	Dans les 2 mois qui suivent la fin de chaque trimestre
	Bilan matière total site	annuellement

Article 16:

Une annexe G est ajoutée à l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005.

« Annexe G : plan de situation des piézomètres pour le suivi régulier des eaux souterraines :

